

# LE TEMPS



## Multimédia

Office 365, la dernière innovation de Microsoft à l'épreuve Page 12

## Rencontre

Jean-Claude Carrière, les scénarios d'une vie de conteur prodigieux Page 11

## Lundi Finance

La bourse japonaise, un piège pour les investisseurs en francs Page 13

Lundi 11 février 2013 | N° 4527

MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

CHF 3.40, France €2.60

## Bisbilles olympiques à l'UDC



L'engagement d'Ueli Maurer en faveur des JO aux Grisons agace des représentants de l'UDC. Christoph Mörgeli se demande s'il ne faudrait par retirer le dossier en mains du conseiller fédéral. A Saint-Moritz, un militant UDC est à la tête des opposants à la candidature des Grisons, soumise en votation le 3 mars prochain. ► Page 9

# Climat: «Nous perdons trop de temps» avertit l'expert suisse du GIEC

► **Réchauffement** Le climatologue Thomas Stocker déplore l'inaction des Etats

En septembre prochain, le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC), dont Thomas Stocker est l'un des coprésidents, rendra son cinquième rapport. Dans un entretien accordé au *Temps*, le climatologue suisse déplore l'inaction

des Etats alors même que les quantités d'émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter. Les objectifs fixés lors du Protocole de Kyoto ne pourront sans doute pas être atteints. A ses yeux, la fréquence croissante des vagues de chaleur est

clairement induite par l'augmentation du CO<sub>2</sub> et autres gaz à effet de serre.

«A moins de recourir à la géo-ingénierie pour, par exemple, extraire du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, la limite de +1,5 °C est déjà illusoire. Et, au rythme actuel des

émissions, le plafond des +2 °C sera dépassé en 2027. Plus on attend pour agir, plus les fenêtres possibles pour limiter les dégâts se fermeront. Or, même prendre conscience que ces limites – et les négociations qui y sont liées – deviennent vite obsolètes prend du temps...» Enfin, Thomas Stocker se félicite de l'engagement pris par le président américain Barack Obama mais en relativise aussi la portée. L'effort à accomplir est immense et exigera davantage qu'une législature. ► Page 24

## L'essentiel

### International

#### Incertitude en Tunisie

Un premier ministre en conflit avec son parti islamiste, des ministres proches du président laïc menaçant de démissionner: confrontée aux retombées politiques de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, la Tunisie s'enfonce dans la crise. Page 4

#### Le dialogue ou les armes?

Comment aborder avec Téhéran l'épineuse question du nucléaire iranien? Pour Barack Obama, 2013 sera une année décisive. Page 6

### Suisse

#### Valais, le chevalier vert

Il a soutenu l'initiative Weber. Il défend la révision de la loi sur l'aménagement du territoire contre laquelle tout le Valais mène la fronde. Et il est candidat au Conseil d'Etat. Portrait de Christophe Clivaz, qui persiste et signe: «Non, je ne suis pas fou». Page 8

### Zooms

#### Phénoménisme

Le présentisme, vous connaissez? Anna Lietti s'est penchée sur ce nouveau phénomène... Page 11

## Editorial

# Qatar: un jeu trouble

Par Pierre Veya

Assis sur de gigantesques réserves de gaz, dans un monde qui en brûle toujours plus, le Qatar est devenu, en quelques années, un géant des hydrocarbures et un acteur influent sur la scène géopolitique. Il investit par milliards, en Europe mais également en Suisse, soutient des dissidences dans les pays musulmans, financerait des groupes armés au Mali et vient de racheter un bout de la dette que l'immense Egypte ne parvient plus à honorer. Sa chaîne de TV Al-Jazira a tenu en haleine les peuples en rébellion contre les tyrans tombés lors du Printemps arabe. Bref, ses fonds et donations inondent le monde mais sans que l'on sache exactement les buts recherchés, sinon des alliances pour se protéger de puissants voisins, notamment iranien avec qui le Qatar partage le privilège redoutable de puiser dans le même bassin d'or gris.

A l'évidence, le Qatar, qui jouit au plan interne d'une très grande stabilité, occupe un espace d'autant plus important

que bon nombre de pays arabes sont en crise, instables ou incapables des plus élémentaires réformes sociales. Les Qataris, à l'inverse, foncent; ils ont quarante années devant eux pour transformer leurs revenus gaziers et pétroliers en richesses économiques durables. Y parviendront-ils? Beaucoup de petits pays comparables ont tenté l'aventure. Peu y sont parvenus car les milliards coulés dans les tours en béton ne suffisent pas à bâtir une économie moderne qui valorise avant tout le capital immatériel, notamment la science et les technologies. Certes le Qatar fait les yeux doux à toutes les grandes universités mondiales mais les retombées concrètes sont encore très rares, pour ne pas dire inexistantes. Enfin, la géopolitique du gaz pourrait réserver de mauvaises surprises aux grands producteurs, confrontés à l'exploitation de gisements locaux qui pourraient faire chuter les prix dans des proportions comparables à une grande récession mondiale, à laquelle aucun Etat pétrolier, aussi riche soit-il, n'est préparé. ► Pages 2, 3

## L'hymne à la grâce d'un maître du kabuki



Au Japon, c'est un «trésor national vivant», révérendé comme un demi-dieu. Tamasaburo Bando est un maître du théâtre kabuki. Dans cette forme d'expression ancestrale qui mêle danse, chant et récit épique, il excelle dans l'onnagata, cet art qui consiste pour des acteurs masculins à prendre littéralement «la forme de la femme». Son spectacle envoûtant et rare est à l'affiche du Théâtre du Châtelet à Paris. ► Page 23

PUBLICITÉ

Développez vos valeurs

**BONHÖTE**  
BANQUIERS DEPUIS 1815

Neuchâtel - Berne - Bienne - Genève  
www.bonhote.ch

Suivez-nous sur Twitter

## Des lasagnes au goût de scandale

La découverte de cheval dans des lasagnes censées être du bœuf vendues par Findus a provoqué un énorme scandale en Grande-Bretagne, pays où manger du cheval est un tabou.

La viande de cheval trouvée en importantes quantités au Royaume-Uni, dans la ligne des produits surgelés Findus, serait d'origine roumaine. Plusieurs acteurs de la branche, notamment en France et au Luxembourg, sont éclaboussés par cette affaire que le premier ministre britannique qualifie de «choquante». L'entité suisse Findus n'est pas concernée. ► Page 4

## Le Temps

Pl. de Cornavin 3, CP 2570, 1211 Genève 2  
Tél. +4122 888 58 58  
Fax +4122 888 58 59

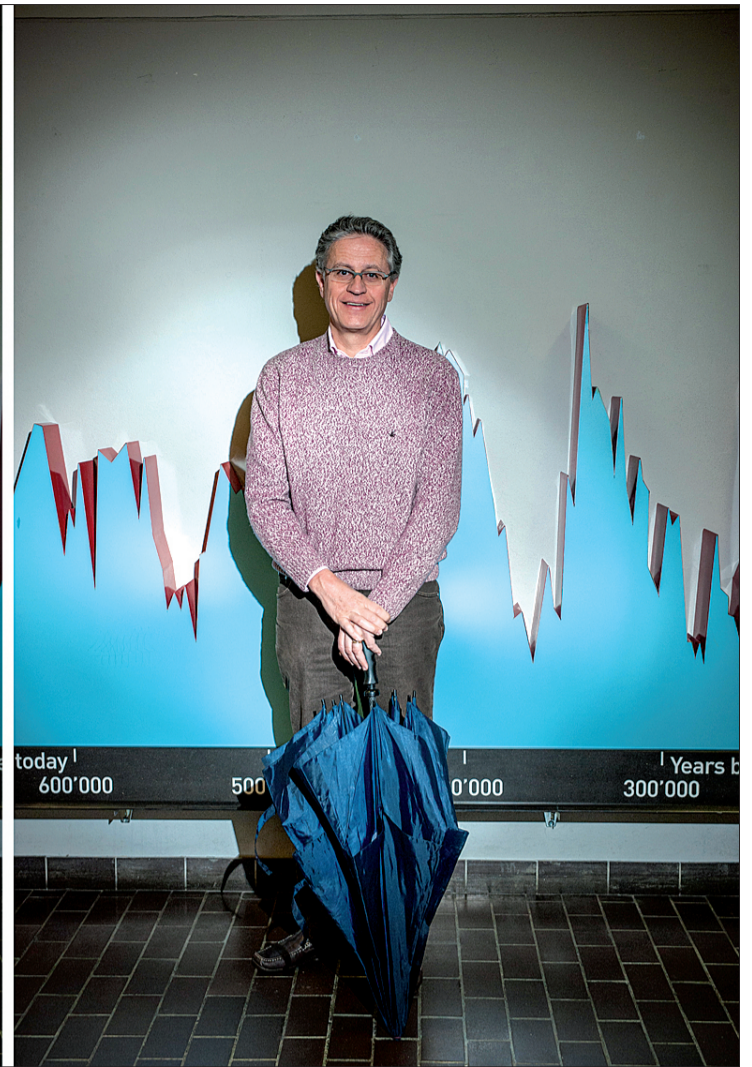
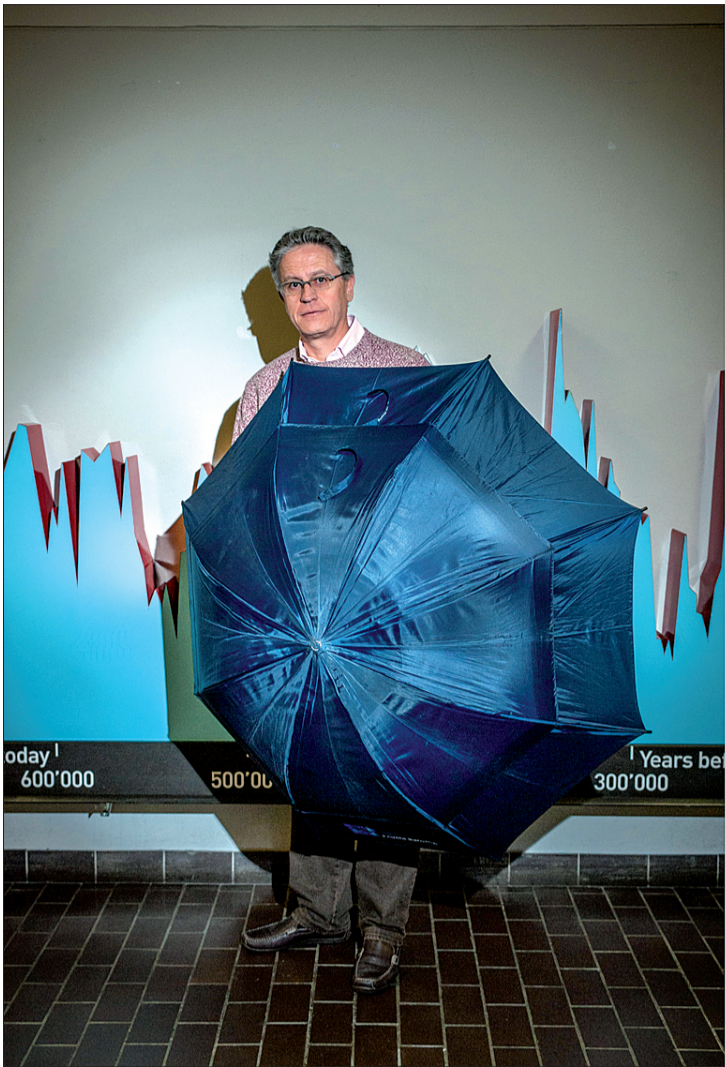
www.letempsarchives.ch  
Collections historiques intégrales:  
*Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien*

**Index**  
Avis de décès 22  
Bourses 20

**Multimédia** 12  
**Pharmacies** 22  
**Toute la météo** 12

**Pour vous abonner:**  
www.letemps.ch/abos  
00 8000 155 91 92  
(appel gratuit)





BERNE, 25 JANVIER 2013/VERONIQUEBOTTERON.COM

# Aux fenêtres du climat

**On l'ignore souvent: nombre de grandes questions de gouvernance internationale se décident à Genève et dans sa région. Chaque lundi, *Le Temps* interroge un acteur des organisations internationales, des ONG ou de l'un des centres de recherche qui font sa renommée sur les grands défis à venir en matière de santé, de commerce, d'environnement, de migration, de droits ou encore de télécommunications.**

**Olivier Dessibourg**

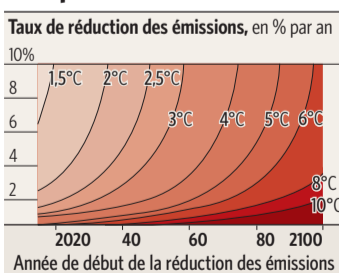
La Terre se réchauffe, et les mesures pour stopper ce coup de fièvre sont lacunaires. Ce sont les conclusions auxquelles aboutira le premier tome du cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC); elles seront dévoilées le 27 septembre. Basée à Genève, au siège de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), cette institution est constituée de trois sous-groupes, le premier devant résumer les évidences scientifiques. Thomas Stocker, professeur de climatologie à l'Université de Berne, est l'un de ses coprésidents.

**Le Temps: Fonte record des glaces arctiques, graves sécheresses en Australie et aux Etats-Unis, ouragans plus nombreux et puissants, tel «Sandy» sur la côte Est américaine: faut-il considérer les récents faits divers environnementaux comme autant de signaux d'alarme du dérèglement climatique?**

**Thomas Stocker:** Ces événements, surprenants par leur ampleur (la fonte de la banquise arctique) voire inédits (en Australie, le Bureau de météorologie a dû introduire, dans ses graphiques, une nouvelle couleur pour les températures extrêmes mesurées), font les gros titres. Mais on ne peut attribuer sans équivoque ces cas isolés aux activités humaines. Par contre, la fréquence croissante des vagues de chaleur est clairement induite par l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. La même cause se trouve derrière les variations des valeurs moyennes

du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a son siège à Genève. Le coprésident de son Groupe de travail 1, qui doit rendre son rapport en septembre, est le Bernois Thomas Stocker. Le professeur de climatologie, parfois désespéré par l'inaction des instances internationales, plaide pour des actions au niveau local

## Températures du futur



Ce graphique illustre l'augmentation globale moyenne de la température en fonction de l'année du début de réduction et de l'importance (en %) de celles-ci chaque année. Par exemple, si l'on commence en 2050 à réduire de 2 % par an les émissions de CO<sub>2</sub>, on se retrouve sur la courbe d'augmentation de la température globale moyenne de 4 °C. De manière générale, plus l'on attend pour agir, plus il faudra d'efforts de réduction pour atteindre un objectif fixé aujourd'hui.

SOURCE: T. STOCKER/SCIENCE

sur un très long terme, qui impactent certes moins rapidement les écosystèmes, mais sont plus significatives: en un siècle, la température moyenne a ainsi crû de 0,8 °C.

**– Ce discours inquiet ressemble pourtant à un prêche dans le désert.**

– D'après de récents sondages, il y a un regain d'attention du public envers ce que dit la science à ce sujet: de plus en plus de gens admettent que les changements observés sont en large mesure attribuables aux activités humaines. Le problème, c'est que d'autres urgences (crise économique, conflits) ont relégué au second plan le débat sur les changements climatiques, qui vont, eux, nous accompagner durant des siècles. La question suivante est de savoir en quoi cela a un effet sur d'éventuelles décisions.

**– Et que dire des faibles résultats obtenus lors de la récente conférence sur le climat, à Doha?**

– En tant que citoyen de la Suisse, avec ses 26 cantons, je sais les efforts à faire pour aboutir à un consensus. Alors, avec 195 pays, et sur des questions bien plus fondamentales... J'ai de la compréhension. Cela dit, ces grandes conférences ont souvent posé des jalons: la Convention sur le climat en 1992 à Rio, le Protocole de Kyoto en 1995. Ensuite, nous avons perdu trop de temps pour faire entrer ces traités en vigueur – sept ans pour Kyoto. A Copenhague aussi, sommet qualifié d'échec, une décision a été prise: tout faire pour ne pas dépasser une augmentation globale des températures de 2 °C. C'est important, car c'est désormais écrit noir sur blanc. Reste à implémenter cette volonté...

**– Est-ce seulement encore possible? D'aucuns disent qu'on se dirige déjà vers une hausse de 4 °C d'ici à 2100.**

– Nous ne l'avons pas affirmé de manière si drastique, même si ce n'est pas irréaliste. Les objectifs potentiels semblent s'annihiler les uns après les autres. Nous venons de publier une analyse sur ce point dans *Science*. A moins de recourir à la géo-ingénierie pour, par exemple, extraire du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère (ce qui, en soi, interfère dangereusement avec le système

climatique), la limite de +1,5 °C d'ici à 2100 est déjà illusoire. Et, au rythme actuel des émissions, le plafond des +2 °C sera dépassé en 2027! Plus on attend pour agir, plus les fenêtres possibles pour limiter les dégâts se ferment. Or, même prendre conscience que ces limites – et les négociations qui y sont liées – deviennent vite obsolètes prend du temps...

**– N'est-ce pas désespérant?**

– Oui. C'est pourquoi nous avons publié notre article juste avant la conférence de Doha, en novembre 2012. Les décideurs ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas...

**– En tant que porte du GIEC, votre voix devrait être entendue...**

– Au niveau intergouvernemental, les choses ne changent pas du jour au lendemain.

**– Néanmoins, selon une étude de la London School of Economics, parmi 33 pays économiquement majeurs, 32 ont fait passer des lois nationales, soit pour combattre les changements climatiques, soit pour développer l'efficacité énergétique...**

– Oui, c'est un signe d'espoir. Il faut l'admettre: les émissions polluantes restent un problème local, mais ubiquitaire. La solution est d'agir localement, avec une stratégie globale. Et la Suisse, qui a, durant le Protocole de Kyoto, augmenté ses émissions polluantes dans le secteur des transports, aurait pu être un modèle de pays industriel à l'avant-garde des innovations énergétiques. Par le passé, nous avons à juste titre investi massivement dans les transports publics. Les pays qui avaient rechigné à le faire, tels les Etats-Unis, payeront un prix nettement plus fort, tant le terrain (pour construire des voies ferrées) a pris de la valeur... Ainsi, un investissement massif avec un objectif lointain est toujours plus avantageux qu'une réflexion à court terme et a priori moins onéreuse. Or, la même idée s'applique au secteur énergétique: selon moi, avec les technologies actuelles (de production d'énergies alternatives, d'isolation de bâtiments), il faudrait arriver au point où chaque édifice devienne une petite centrale énergétique. Il s'agit d'encou-

rager massivement ce genre de démarche, partout.

**– Vous rédigez actuellement le premier volume du rapport du GIEC. Quel impact espérez-vous qu'il ait dans tous ces débats?**

– C'est une question difficile. On espère toujours qu'un tel rapport changera la donne. Notre but n'est pas de faire la une des médias, mais de fournir la base scientifique, solide et absolument crédible pour les décisions à prendre aux niveaux national et international.

## «Plus on attend pour agir, plus il deviendra difficile de limiter les dégâts»

**– Un des acteurs importants dans ce débat, Barack Obama, vient de placer la question climatique au centre de son second mandat...**

– C'est positif. Mais, aux Etats-Unis, il n'est de loin pas le seul à tenir le gouvernail du pays, si l'on pense notamment au rôle du Congrès. Lequel aura le plus d'influence reste à vérifier. Une chose est sûre: l'homme ne joue plus sa réélection. Et il est de notoriété que chaque président américain, durant son second mandat, empoigne des sujets susceptibles de marquer l'histoire. Agir pour freiner le réchauffement climatique représente une telle opportunité pour lui. Mais pour qu'un changement soit efficace, il faudra plus que quatre ans. Cela doit être un engagement de plusieurs décennies, que devront poursuivre les futurs présidents. Rien n'est acquis.

**– En prenant en compte tous ces aspects (économiques, politiques, sociétaux), où en sera-t-on d'ici le rapport suivant du GIEC, à savoir vers 2020, dans la lutte contre les changements du climat?**

– Sur le plan scientifique, j'espère que l'on disposera d'informations indubitables sur les changements

du climat au niveau régional. Sur le plan politique, l'Europe et les Etats-Unis, qui ont une responsabilité historique dans cette problématique, doivent montrer la voie. Ensuite, tout dépendra du développement des pays en transition, comme la Chine ou l'Inde. Sans action majeure de tous ces acteurs, les fenêtres évoquées vont vite se refermer. Ce qui signifie qu'il nous faudra davantage nous adapter. Et qu'un stress plus important s'appliquera sur nos trois ressources principales: l'eau (à travers les

modifications des cycles hydrologiques et la répartition des sécheresses), les terres (inondées par l'augmentation du niveau des mers) et les écosystèmes, sources de biens de consommation (qui seront impactés par les événements climatiques extrêmes).

**– Est-ce important, pour ces négociations, que le GIEC ait son siège dans la Genève internationale?**

– Il faut être clair: le GIEC n'est engagé dans aucune négociation. Par contre, pour ce groupe d'experts, avoir son siège à l'OMM est très utile, au vu des discussions qui peuvent avoir lieu avec les autres organisations onusiennes présentes à Genève. D'autant que l'OMM sera appelée à implémenter les futurs «services climatiques» (LT du 16.05.2011) à moyen et long termes, qui serviront aux nations.

**– Et regrettez-vous la non-attribution à Genève du Fonds vert pour le climat?**

– En soi, oui. Mais qu'il soit établi en Corée du Sud permettra aussi à l'Asie du Sud-Est, de plus en plus responsable des excès d'émissions polluantes, de mener la lutte contre le réchauffement.